

Là encore, nous devons essayer d'éviter les affrontements stériles et nuisibles qui sont fréquemment le résultat de la procédure officielle de mise aux voix. L'unanimité représente un autre moyen qui est souvent plus efficace. C'est la technique que nous utilisons de plus en plus au cours de nos réunions de chefs de gouvernements du Commonwealth. Les résultats ne sont pas saisissants, mais ils ne sont pas moins réels.

L'unanimité ne signifie pas l'imposition de sa décision par une majorité à une minorité hésitante qui croit ses intérêts vitaux en jeu; elle signifie la reconnaissance commune de ce qui devrait se faire et de ce qui peut se faire. A mon avis, nous attachons beaucoup trop d'importance au résultat numérique de chaque vote. Les votes n'apaisent guère la faim.

Il y a eu trois années de sécheresse consécutives dans certaines parties de l'Afrique et du sous-continent asiatique ainsi que des périodes anormalement défavorables à la production agricole dans beaucoup d'autres parties du monde. Jusqu'ici, seuls quelques états producteurs de vivres alimentaires et même leurs stocks existants ont fluctué selon les conditions climatiques et les besoins internationaux. Les efforts déployés depuis des années pour créer les banques alimentaires ont généralement été infructueux.

Le directeur général de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture vient maintenant d'avancer une proposition concrète afin d'assurer le ravitaillement en vivres de la population mondiale. Le succès de ce projet dépendra directement de l'effort déployé par chaque nation en vue d'adapter sa production alimentaire et sa politique de stockage à la réalisation des objectifs visés. J'exhorte tous les états (et non ceux-là seuls qui sont les producteurs traditionnels de surplus alimentaires) à appuyer l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture et à coopérer avec elle dans la réalisation de cette tâche.

Nous notons avec grand intérêt la proposition faite hier par le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis en vue de convoquer une conférence alimentaire mondiale en 1974. Nous avons hâte de discuter ce projet en détail, car nous devons avoir pour objectif d'éloigner le terrible spectre de la famine qui menace des millions d'hommes.

Le Canada a soutenu le dynamisme renouvelé qui, au cours des dernières années, a permis d'élargir et de transformer le Conseil économique et social.

L'élection du Canada par le Conseil économique et social, comme membre à part entière de la Commission économique pour l'Europe a marqué un changement important pour notre pays et pour nos relations avec l'Europe.

L'une des principales responsabilités du Conseil économique et social, élargi et revivifié, est de réaliser avec succès le programme d'action de la stratégie internationale du développement, que cette assemblée a adopté pour la deuxième décennie du développement des Nations Unies. Cette stratégie n'est ni parfaite ni immuable. L'évaluation s'en est déjà révélée, ici même, difficile et même ardue. Ce n'est pas, toutefois, une tâche impossible à remplir et j'espère qu'elle deviendra plus facile au fur et à mesure que nous nous rendrons mieux compte des exigences de la stratégie.